En quoi les langues ont-elles un rôle à jouer dans les sociétés mondialisées au sein d'une Europe fragilisée ?

Introduction

Emmanuelle Huver, Véronique Laurens, Danièle Levy, Deborah Meunier, Geneviève Zarate et Camille Noûs

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rdlc/8548>

DOI : 10.4000/rdlc.8548

ISSN : 1958-5772

Éditeur

ACEDLE

Référence électronique

Emmanuelle Huver, Véronique Laurens, Danièle Levy, Deborah Meunier, Geneviève Zarate et Camille Noûs, « En quoi les langues ont-elles un rôle à jouer dans les sociétés mondialisées au sein d'une Europe fragilisée ? », *Recherches en didactique des langues et des cultures* [En ligne], 18-1 | 2021, mis en ligne le 03 mai 2021, consulté le 03 août 2021. URL : <http://journals.openedition.org/rdlc/8548> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rdlc.8548>

Ce document a été généré automatiquement le 3 août 2021.

Recherches en didactique des langues et des cultures is licensed under a Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0 International License

En quoi les langues ont-elles un rôle à jouer dans les sociétés mondialisées au sein d'une Europe fragilisée ?

Introduction

Emmanuelle Huver, Véronique Laurens, Danièle Levy, Deborah Meunier, Geneviève Zarate et Camille Noûs

NOTE DE L'AUTEUR

Avec l'appui d'Emilie Lebreton

- 1 Le présent numéro de *Recherches en didactique des langues et des cultures – Les cahiers de l'Acedle* constitue l'aboutissement d'un engagement inter-associatif réunissant l'Acedle, l'Asdifle et Transit Lingua, visant à approfondir et problématiser la réflexion sur la transmission/appropriation des langues dans l'Europe contemporaine, marquée à la fois par la mondialisation et une forme de fragilisation.
- 2 Le chemin menant à ce numéro a été constitué de plusieurs étapes, qu'il nous importe de retracer ici, la forme originale choisie (textes courts et capsules vidéo) ne pouvant se comprendre que par l'histoire de notre démarche et de notre projet¹.

La publication du « Volume Compagnon » du CECR et ses suites

- 3 Dans le courant de la fin d'année 2016, nos différentes associations et, plus largement, une partie de la communauté des chercheurs en didactique des langues, a eu vent d'un projet à l'époque dit « d'amplification » du *Cadre européen commun de référence pour les*

langues (CECRL), notamment du fait que certain.es chercheur.es ont été sollicité.es par les porteurs du projet pour prendre part à une phase de consultation dont la clôture était prévue pour le 15 février 2017.

- 4 Les différents documents soumis à consultation ont généré, chez certains chercheurs, au sein de nos trois associations plus particulièrement, des avis à la fois inquiets et critiques. Après échanges à ce propos, impulsés initialement par Transit-Lingua, nous avons fait le choix d'une prise de position publique visant à faire part de notre positionnement et à alerter la communauté des chercheurs et, plus largement, des acteurs de l'enseignement/apprentissage en Europe. Ceci a pris la forme d'une Tribune en 5 langues, intitulée *Le projet d'amplification du CECR : une fausse bonne initiative du Conseil de l'Europe*. Rappelons-en ici les principaux arguments : cette démarche d'amplification du CECRL nous semblait inappropriée dans la mesure où elle reprenait, sans les interroger, les bases d'une réflexion initiée par la Division des politiques linguistiques du Conseil de l'Europe dans les années 1990, alors que l'Europe actuelle n'est plus dans la même situation, n'a plus les mêmes questionnements, et que le CECR de 2001, et plus particulièrement ses niveaux et ses descripteurs, ont fait l'objet de multiples commentaires critiques, notamment sur le fait que les concepts introduits (médiation, plurilinguisme, interculturel, etc.) ne peuvent être convertis en descripteurs standardisés. Nous appelions à l'inverse à renouveler la réflexion en la fondant prioritairement sur la connaissance des terrains actuels et des débats contemporains au sein de notre domaine, à la mesure des enjeux d'une Europe questionnée par les migrations de ce début de siècle, par les évolutions technologiques, par les idéologies nationalistes, par les fractures géopolitiques, par les enjeux sociopolitiques renouvelés autour de la diffusion des langues. Nous pressentions en effet dans ces mutations de véritables tournants dont les acteurs de l'enseignement et de l'apprentissage des langues devaient prendre la mesure pour alimenter pertinemment leur réflexion.
- 5 Dans le temps court de sa diffusion (1 mois environ), la Tribune a rassemblé 87 signatures individuelles et 7 signataires institutionnels – elle s'est également fait connaître ensuite hors de ce collectif. Or, malgré cette forte mobilisation, cette large diffusion, et son envoi officiel au Conseil de l'Europe en mai 2017, aucune réaction ou réponse du Conseil de l'Europe n'y a été apportée, et ce alors que la concertation avec les usagers du CECR fait partie de sa politique officielle de diffusion. Cette absence de réponse a conduit notre collectif inter-associatif à impulser d'autres actions de prise de position publique :
 - Soucieuses de dialoguer avec les porteurs de ce projet, nos 3 associations les ont rencontrés, en octobre 2017 à notre initiative, lors d'un colloque où le projet était présenté pendant un atelier². Cette présentation, longuement et publiquement discutée, n'a pas permis de lever les doutes que nous avions sur la solidité scientifique, académique et institutionnelle de cette « amplification » ;
 - En mai 2018, nous avons rédigé une Lettre ouverte adressée aux participants à la « Conférence de lancement du volume complémentaire du CECR avec de nouveaux descripteurs », qui avait lieu à Strasbourg. Nous y demandions l'instauration d'un débat autour de ce Volume entretemps dit « complémentaire », dans la mesure où le Conseil de l'Europe, par ses missions et par son histoire mêmes, est directement responsable, en tant qu'institution démocratique et garante de la démocratie, de permettre l'expression et la

prise en compte d'une diversité de positionnements, notamment lorsque ceux-ci sont dissensuels. Là aussi, notre interpellation est restée sans réponse.

- 6 Ainsi, en 2018, un an après la validation du *Volume complémentaire*, deux conclusions s'imposaient :
 - La nouvelle version du CECR utilisait le crédit du texte fondateur mais reposait sur une distorsion de légitimité ;
 - A deux reprises, notre collectif inter-associatif avait émis d'importantes réserves et fait part au Conseil de l'Europe de notre souhait d'un débat ouvert, souhait qui n'a pas été entendu³.
- 7 C'est alors que nous avons décidé d'organiser nous-mêmes le débat que nous appelions de nos vœux, avec une envergure quantitative certes sans doute moindre (n'ayant pas les moyens financiers et logistiques, ni les relais et réseaux du Conseil de l'Europe), mais avec le souhait qualitatif de maintenir à la fois la mobilisation et l'échange, y compris dans le dissensus – nos prises de positions ayant elles-mêmes généré des prises de position critiques⁴.
- 8 Pour ce faire, nous avons rédigé un Appel aux collègues impliqué.es dans le domaine des langues en Europe (formateur.trices, enseignant.es, chercheur.es, décideur.euses, auteur.es de matériel, etc.), dans lequel nous prenions acte du fait que l'élan des années 2000 impulsé par le Conseil de l'Europe et l'Union européenne dans le domaine de l'enseignement/apprentissage des langues s'était perdu et que la politique linguistique de l'Europe n'était plus réactive. Nous y appelions à la vigilance de ces collègues, à leur sens critique, à leurs initiatives créatrices et citoyennes, aux débats conduits sur le terrain, dans leurs recherches, leurs productions, pour alerter leur entourage professionnel, susciter des discussions autour d'eux.elles, mettre en lumière les enjeux, les spécificités et la complexité d'une Europe plurilingue et pluriculturelle, les résistances rencontrées, les dépassements nécessaires vis-à-vis des présupposés retenus dans les années 2000. Nous y annoncions également la tenue, mi-juin 2019, d'une manifestation scientifique sur deux jours à Paris, dans la perspective de mettre en discussion les orientations et options qui s'offrent à la didactique des langues contemporaine, la discussion étant ici considérée comme un principe visant à rallier des énergies (éventuellement contradictoires) actuellement dispersées...Et c'est ainsi que le débat participatif est né, deuxième grande phase de la démarche rapportée ici.

Un débat participatif

- 9 Pour organiser ce débat, nous avons d'emblée souhaité non pas nous focaliser sur le « Volume Compagnon », qui apparaît plutôt comme le symptôme d'un questionnement éludé, mais retenir la nécessité d'une réflexion qui interroge le rôle des langues dans les sociétés européennes d'aujourd'hui, quels que soient leurs statuts, leurs ancrages géographiques et nationaux, la diversité de leurs modalités d'apprentissage et de leurs contextes d'enseignement – d'où la question choisie : « En quoi les langues ont-elles un rôle à jouer dans les sociétés mondialisées au sein d'une Europe fragilisée ? ». Rappelons ici plus précisément les termes dans lesquels le débat a été posé, et la démarche que nous avons choisi d'adopter, pour un format au final inédit.

Pourquoi ce débat ?

- 10 La nécessité d'une réflexion qui interroge le rôle de toutes les langues, de leur transmission et de leur appropriation dans les sociétés européennes contemporaines s'impose aujourd'hui, étant donné les évolutions, voire les remises en question, d'un projet politique européen commun. Repli identitaire et/ou nationaliste ; différends sur la nature et les enjeux de la démocratie et de la solidarité européennes ; montée en puissance d'une politique sécuritaire ; prédominance ou renforcement d'une « gouvernance » gestionnaire, néolibérale et technocratique... L'Europe contemporaine doit faire face à des défis inédits ainsi qu'à des interprétations et des réceptions de son histoire pour le moins contrastées, si bien que l'idée même d'un projet politique commun s'en trouve interrogée, et peut-être même mise à mal et fragilisée. Les langues et les différentes valeurs rattachées à leur apprentissage ont historiquement joué un rôle-clé dans la réflexion sur le projet européen et dans la construction de celui-ci. Le domaine des langues se trouve donc de fait interpellé, dans son projet, son histoire, ses responsabilités et ses finalités, en tant que domaine de recherche et domaine d'intervention, et en fonction des statuts des langues concernées, de leurs ancrages géographiques et sociolinguistiques, des histoires et des représentations qu'elles véhiculent, de leurs modalités et de leurs situations de transmission, d'appropriation, d'évaluation. Construire du commun suppose de partir de l'hétérogénéité (et des possibles divergences qu'elle implique) liée à la diversité des expériences, aux choix de valeurs et de société, aux conceptions de la langue, aux dynamiques d'intervention, aux volontés de (non) participation. C'est en tout cas cette idée qui a été au principe de ces journées et qui y a (aussi) été mise en débat.

Notre démarche

- 11 Dans une période jugée charnière pour l'Europe et pour la problématique des langues en Europe, nos trois associations ont souhaité, dès juin 2018, initier un événement vecteur de démocratie participative et permettant de favoriser une réflexion collective à partir d'expériences et de projets contrastés. C'est pourquoi nous avons opté non pour un colloque ou une journée d'études, mais pour un **débat**, en tant que cadre collectif qui accueille des positions pouvant être contradictoires mais discutant ensemble, et qui donne la parole à des acteurs ne dialoguant pas nécessairement entre eux. Pour initier et nourrir les échanges, nous avons choisi de mobiliser des « **lanceurs de débat** », sollicités en tant que témoins de la variété des enjeux, des histoires et des situations linguistiques, géographiques, culturels et politiques dans une Europe en interdépendance avec le monde. Le débat est orienté vers la réflexion et l'action : à cette fin, nous avons demandé à ces 15 lanceuses et lanceurs de débat de produire chacun.e un texte permettant de poser les enjeux et visant à initier la discussion. Ces textes ont été diffusés en amont du débat afin que les participant.es en prennent connaissance. Ils sont également disponibles dans le présent numéro.
- 12 Le débat a eu lieu à Paris, les **14 et 15 juin 2019**, à la Maison de la recherche de l'université Sorbonne Nouvelle : environ 80 personnes étaient présentes et 40 ont suivi les échanges à distance. Nous avons organisé les textes des lanceuses et lanceurs de débat autour des quatre grands thèmes suivants :
- L'Europe face au choix de ses valeurs : quels projets de société ?

- Réinterroger « langue » : pouvoir, action, expérience ?
 - Dynamiques d'interventions : domaines de partages, réseaux, diffusion
 - Intervention : tensions, marges de manœuvre, responsabilités
- 13 Au cours de chacun d'entre eux, les lanceuses et lanceurs de débat concerné.es avaient pour mission de rappeler brièvement les questionnements introduits avant d'ouvrir les échanges avec la salle. Adoptant comme principe générateur de discussions la réalité plurilingue et pluriculturelle de l'Europe, chaque intervention s'est tenue a minima sur un mode bilingue, en anglais, en français, ou dans toute autre langue européenne maîtrisée, la traduction se faisant en comptant sur les compétences des personnes présentes dans la salle. Cela a conféré au débat un rythme propre, dédoublant les discours et concrétisant ainsi les interstices propres au passage d'une langue à l'autre, sans éluder les possibles malentendus afférents à la pluralité linguistique en jeu, mais, et, au contraire, en les rendant palpables pour les inclure dans le processus de réflexion et de conceptualisation.

Prolonger le débat

- 14 Depuis, d'autres travaux sont parus qui posent la question des enjeux des langues en Europe (par exemple, récemment : Sokolovska, 2021). De même, d'autres critiques du « Volume Compagnon » sont apparues, par exemple Puren et Maurer (2019). Une réflexion sur les positionnements respectifs de ces positionnements critiques (un débat sur ce qui fait débat !) serait sans doute nécessaire : si la didactique des langues est vraiment soucieuse d'elle-même, il importe en effet de chercher à comprendre comment ces positionnements se situent les uns par rapport aux autres, pourquoi, en fonction de quel.s projet.s – cette démarche permettant d'une part de se situer de manière informée et, d'autre part, de ne pas masquer la diversité des projets et des conceptions de l'enseignement/apprentissage des langues sous l'apparente (et parfois convenue) convergence des critiques.
- 15 En tout cas, après ces deux journées fructueuses, la question s'est posée de la suite à donner à nos débats et, notamment, à leur restitution et au(x) sens qu'ils avaient pour nous, associations organisatrices. Il nous a semblé important d'une part de rendre accessibles les textes des lanceuses et lanceurs de débat – qui sont donc intégralement reproduits ici, dans une version parfois légèrement remaniée de la version initialement diffusée pour le débat proprement dit. D'autre part, nous avons souhaité rendre compte de la dynamique des échanges, mais en assumant la dimension interprétative de ce compte-rendu.
- 16 Ainsi, afin d'intégrer les interventions du public en présentiel ou en distanciel, de souligner les temps forts de la discussion, et enfin d'écarter les moments où la qualité technique affaiblit le document final, cinq parcours thématiques sont ici mis à disposition sous forme de capsules vidéo après montage sélectif. Leur lecture est facilitée par des repères qui permettront aux enseignant.es, chercheur.es et décideur.euses, destinataires, de construire une compréhension personnelle. Ces parcours thématiques sont les suivants :
- Rapports aux institutions
 - Conceptions du métier d'enseignant de langues
 - Conceptions de la langue et du plurilinguisme
 - Conceptions de la didactique des langues

• Quelle(s) Europe(s) ?

- 17 Précisons encore que la sélection de ces extraits est bien le fruit d'une interprétation particulière, la nôtre, que nous assumons, y compris en tant que mise en abyme de notre implication polyphonique depuis le début de cette action collective. Ce réaménagement permet aussi de prendre la mesure de la rapidité des changements survenus depuis juin 2019, où la mondialisation s'est incarnée dans un virus et une pandémie, où se sont infléchis les arguments justifiant d'une Europe « affaiblie ».
- 18 Entre le débat participatif et ces documents vidéos, la finalité reste inchangée – ouvrir et prolonger la discussion en maintenant l'objectif initial : faire des langues un élément décisif dans l'interprétation des soubresauts du monde, dans l'approche des inégalités sociales, dans le jeu des nationalismes en et hors d'Europe, dans la circulation des idéologies, dans la construction des appartenances et dans la réflexion sur leur transmission scolaire.

BIBLIOGRAPHIE

Coste D. et Cavalli M. (2018), « Retour sur un parcours autour de la médiation », *Recherches en didactique des langues et des cultures*, n° 15-2 <http://journals.openedition.org/rdlc/2975>.

Huver E. (2018), « Peut-on (encore) penser à partir du CECR ? Perspectives critiques sur la version amplifiée », *Mélanges. CRAPEL*, « Éclectisme en didactique des langues : hommage à Francis Carton », n° 38, pp. 28-42, <http://www.atilf.fr/spip.php?article4222>.

Sokolovska Z., 2021, *Les langues en débat dans une Europe en projet*, Lyon, ENS Editions.

NOTES

1. Une partie de la présente introduction reprend des passages de nos textes rédigés antérieurement, sans nécessairement les mentionner en tant que citations. Ces différents textes sont intégralement disponibles en ligne et accessibles au sein de cette introduction via des liens hypertextes.

2. Colloque international *Métissages culturels et linguistiques émergents : vers quelles médiations ?* (LIDIL12/IMAGER) ESPE, Université de Paris Créteil (France), 19 octobre 2017. Nous remercions tout particulièrement Joëlle Aden et Laura Nicolas pour nous avoir donné l'opportunité de cet échange.

3. D'ailleurs, certain.es des chercheuses et chercheurs ayant initialement contribué à la préparation de ce projet ont depuis explicitement pris leurs distances (Coste et Cavalli, 2018).

4. Pour une présentation plus approfondie de cette réflexion critique, cf. Huver (2018).

AUTEURS

EMMANUELLE HUVER

Université de Tours, EA 4428 Dynadiv

Emmanuelle Huver est Professeure des Universités à l'université de Tours. Elle est présidente de l'Acedle depuis novembre 2019

Courriel : huver[at]univ-tours.fr

VÉRONIQUE LAURENS

Université Sorbonne Nouvelle - Département de Didactique du FLE, Laboratoire DILTEC EA2288 (Didactique des langues, des textes et des cultures)

Véronique Laurens est enseignante chercheuse en didactique du FLE/S. Ses travaux portent en dominante sur les ingénieries didactiques conceptualisées et sur la construction des savoirs professionnels des enseignants. Elle a été présidente de l'Asdifle de 2015 à 2019.

Courriel : veronique.laurens[at]sorbonne-nouvelle.fr

DANIÈLE LEVY

Professeure des Universités, Département SPOCRI (Scienza della Politica, Comunicazione, Relazioni Internazionali) de l'Université de Macerata, Italie (1972-2014)

Danièle Levy a créé en 1999 le doctorat de recherche en « Politica Educazione, formazione linguistico culturali ». Co -fondatrice de l'Association de linguistique française en Italie DoRiF-Università (1983) et de l'Association française TRANSIT- lingua (2011).

dounia2.dl[at]gmail.com

DEBORAH MEUNIER

Université de Liège, Département de langues et littératures romanes, Service de didactique du français langue étrangère et seconde, Unité de recherche en didactique et formation des enseignants (DIDACTIfen)

Deborah Meunier est Professeure de didactique du français langue étrangère et seconde à l'Université de Liège. Elle est secrétaire de l'Acedle depuis 2019.

Courriel : dmeunier[at]uliege.be

GENEVIÈVE ZARATE

Biographie / TL

CAMILLE NOÛS

Laboratoire Cogitamus, <https://www.cogitamus.fr/>

Le 20 mars 2020 naissait Camille Noûs, incarnant la contribution de la communauté aux travaux de recherche, sous la forme d'une signature collective. Cette co-signature revendique le caractère collaboratif et ouvert de la création, de la probation et de la diffusion des savoirs, sous le contrôle de la communauté académique, et est appelée à devenir un label d'intégrité. Camille Noûs est membre du laboratoire Cogitamus, multidisciplinaire, interdisciplinaire et transdisciplinaire par essence.

Courriel : camille.nous[at]cogitamus.fr